

N°1420

du 09
MARS
2021



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

DEMOGRAPHIE

P.4

5^{ème} Recensement général de la population

L'INSEED met les bouchées doubles par la cartographie

HABITATION

P.4

A condition que les expériences actuelles réussissent

Au moins 1.000 éco-villages à développer dans l'avenir

COOPERATION

P.4

L'intention d'Alger d'ouvrir une représentation diplomatique à Lomé

SOCIETE

P.7

● Femmes en situation de handicap

La déficience physique n'est plus un frein à leur épanouissement

● Emploi

P.7

Seuls 36% des postes de managers sont occupés par les femmes

P.3 Processus lancé sur le budget 2021

ACHAT DE 38.000 KITS DE CESARIENNE au profit des hôpitaux publics

7 milliards Cfa vont être engloutis dans un tout nouveau programme de prise en charge gratuite de la femme enceinte au Togo, un engagement de Faure Gnassingbé



Mustafa Mijiyawa, Ministre de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins

P.4 Climat des affaires : Raccordement aux réseaux électriques

Gratuité pour les PME/PMI

P.7 Prévention des risques professionnels au Togo

Front CNSS-BIT

pour aider les entreprises via des formations

Rencontre littéraire

La douleur de ceux qui restent d'Aphtal Cissé

La Douleur de ceux qui restent est une poignante discussion entre un jeune homme et sa mère, portant sur la véritable histoire entre ses parents. Lorsqu'on a grandi avec un seul parent, on a tôt fait de célébrer celui-ci, en diabolisant l'autre, "celui qui est parti". Que d'émotions lorsque ce que l'on a tant considéré comme vérité est patiemment et douloureusement déconstruit par l'un des acteurs de l'histoire.

Aphtal Cissé est un jeune togo-

lais, dont le nom évoque tout de suite "activités sur le digital". Il est vrai que sa passion pour l'écriture trouve ses racines sur son blog, lancé depuis 2012. Il a publié son premier ouvrage en 2018 sous la forme d'un recueil de chroniques. Aphtal Cissé est communicant de profession.

27 MARS / 15H30 | ANTOVI CANTINE | ENTRÉE GRATUITE SUR RÉSERVATION PAR APPEL AU 22 53 58 00 - LOMÉ



Nécrologie/Guinée

Décès de l'intellectuel et historien Djibril Tamsir Niane

L'historien et auteur guinéen Djibril Tamsir Niane est décédé à l'âge de 89 ans à Dakar hier lundi matin, emporté par le Covid-19. Il était spécialiste de l'histoire du mandingue, de l'Empire du Mali au Moyen-Age en particulier, mais aussi dramaturge. Il a notamment participé à l'écriture de l'Histoire générale de l'Afrique sous l'égide de l'Unesco. Emprisonné sous le régime de Sékou Touré au début des années 1960 puis forcé à l'exil, il était professeur honorifique de l'Université Howard à Washington et de l'Université de Tokyo.

"C'est une perte énorme pour notre pays pour tout ce qu'il représen-

taît. C'était une bibliothèque, mais il a consacré par écrit son savoir et maintenant, c'est à nous de transmettre cet héritage à travers notamment sa bibliothèque, qu'il avait fondée et qui porte son nom à Conakry", a-t-il expliqué.

Djibril Tamsir Niane était un spécialiste de l'histoire et de la culture mandingues, peuple d'Afrique de l'Ouest présent en Guinée, au Mali ou encore au Sénégal. Il était célèbre pour son classique "Soundjata ou l'épopée mandingue" à l'orée des années 1970. Un livre toujours au programme des collèves.

Djibril Tamsir Niane avait dirigé la rédaction du volume IV de l'His-



toire générale de l'Afrique, vaste projet lancé par l'Unesco pour remédier à l'ignorance sur le passé du continent.

Il a à son actif plusieurs pièces de théâtre. Enseignant en Guinée, il

avait été emprisonné pour ses écrits sous le régime de l'autocrate Sékou Touré dans les années 1960, et forcé à l'exil. Il était professeur honoraire de l'université Howard de Washington et de l'université de Tokyo.

Politique/Birmanie

Deux poètes parmi les victimes de la répression selon PEN America

Deux poètes birmanes se trouvent parmi les victimes de la répression des manifestations contre la reprise du pouvoir par l'armée le 1er février dernier. Parmi les morts du 3 février dernier, deux poètes, indique le centre PEN America : K Zar Win et Daw Kyi Lin Aye, qui manifestaient à Monywa.

"Alors que nous pleurons la perte de ces deux poètes et de dizaines d'autres manifestants, nous appelons de toute urgence les autorités militaires à cesser d'utiliser la force meurtrière contre les manifestations non violentes, d'autoriser le libre

exercice de la presse et de permettre au peuple du Myanmar d'accéder sans entrave à internet et aux autres canaux de communication à un moment où l'actualité et l'information sont essentielles. Cette répression cruelle et brutale doit cesser", souligne Karin Deutsch Karlekar, responsable Liberté d'expression au PEN America.

"Nous devons faire preuve de fermeté et de rapidité dans nos efforts pour faire cesser la violence et rétablir les institutions démocratiques du Myanmar. Nous devons dénoncer les actions des militaires qui con-

tinuent de porter gravement atteinte aux principes de cette Organisation et ignorent nos signaux clairs pour les soutenir", a indiqué Christine Schraner Burgener, l'envoyée des Nations Unies, devant le Conseil de sécurité de l'organisation, ce vendredi 5 mars.

Au moins 38 personnes ont trouvé la mort, en une seule journée, dont 6 personnes à Monywa, au centre du pays. Les interventions armées des militaires ont pour but d'écraser les manifestations du Civil Disobedience Movement (CDM), qui dénonce l'arrestation de

la cheffe du gouvernement Aung San Suu Kyi et des dirigeants birmanes, l'équivalent d'un coup d'État.

Plusieurs jours de violence sont venus répondre aux manifestations, dans des villes du pays : au moins 50 personnes seraient mortes depuis le coup d'État du 1er février, selon l'enquête de l'envoyée spéciale des Nations Unies, Christine Schraner Burgener. Plusieurs journalistes ont également été interpellés, afin de limiter la couverture médiatique des manifestations et de leur répression.

Cinéma/Berlinale 2021

" Nous " d'Alice Diop, grand prix de la section Encounters

Le documentaire Nous (We) d'Alice Diop (France) - a remporté le prix du meilleur film de la sélection Encounters. "Une œuvre qui fait preuve d'une véritable délicatesse et d'une grande sensibilité dans l'élaboration d'un portrait collectif et choral riche de sens, de nuances et surtout d'expériences vécues", a déclaré le jury.

Au lendemain de la marche du 11 janvier 2015 qui avait réuni deux millions de personnes, suite aux attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, le journal Libération, exalté, titrait: "Nous sommes un peuple".

Moi qui m'étais curieusement sentie seule dans cette foule, je me suis



demandé quel était donc ce "peuple" dont le journal parlait ?

Je crois que le désir de ce film part de cette question formulée dans ces circonstances funestes : qu'est-ce que ce "nous" ?

J'ai suivi la ligne du RER B, ex-

trêmement symbolique, qui traverse des lieux chargés d'histoire comme la Basilique de Saint-Denis où sont enterrés les rois de France ou le mémorial de la Shoah qui jouxte le camp de Drancy. Suivre cette ligne, animée par cette question, c'était

donc traverser une histoire de France mais c'était aussi être attentive à des récits, des mémoires, des visages.

Le film tente de dire que ce "nous" est autant une question qu'un doute, une affirmation ou un projet en construction. La chasse à courre, l'écrivain Pierre Bergounioux, les gens qui votent Front National, la banlieue des pavillons, celle des grands ensembles, mon père, les rois de France, les mecs de cité, les enfants sont intégrés sans hiérarchie à ce "nous" que je cherche. S'il y a bien des mondes qui vivent à la lisière les uns des autres, le film veut tisser un lien et un chemin entre ces îlots.

AZIMUTS INFOS

Covid-19 : pourquoi le vaccin d'Oxford-AstraZeneca pourrait devenir incontournable

L'arrivée du vaccin d'Oxford-AstraZeneca, lequel vient d'être autorisé au Royaume-Uni, pourrait bien rebattre les cartes de la lutte contre la Covid-19. Outre-Manche et à très court terme, parce que son déploiement logistique, moins contraignant que celui de ses concurrents, Pfizer-BioNTech et Moderna, viendrait renforcer la couverture vaccinale. Et à long terme, car ce vaccin sera plus facilement déployé vers les pays à faibles et moyens revenus et ce, d'autant plus qu'il est produit à moindre coût. Le risque étant maintenant que, quel que soit le vaccin, il soit instrumentalisé et soumis aux jeux des influences politiques internationales.

Le Royaume-Uni est le premier pays à avoir autorisé l'utilisation du vaccin d'Oxford-AstraZeneca afin de lutter contre la Covid-19. Ce vaccin est le deuxième à avoir reçu une autorisation des autorités sanitaires britanniques, après le vaccin de Pfizer, utilisé depuis début décembre. Les premières vaccinations avec ce second vaccin doivent avoir lieu cette semaine.

Le gouvernement britannique en a commandé 100 millions de doses, soit assez pour vacciner 50 millions de personnes (ndlr : le Royaume-Uni compte 66,65 millions d'habitants). D'autres États vont suivre avec intérêt cette campagne de vaccination : c'est par exemple le cas de l'Australie ou du Canada, qui ont commandé respectivement plus de 50 millions de doses et 20 millions de doses. Au total, ce sont plus de 2,5 milliards de doses qui ont été précommandées partout sur la planète. AstraZeneca espère pouvoir fournir d'importantes quantités de son vaccin durant le premier trimestre de l'année.

Chaque habitant du Royaume-Uni qui se fera vacciner recevra deux doses entières. Cette posologie a permis aux personnes qui ont participé aux essais cliniques d'éviter de développer la maladie dans 62 % des cas. Cette stratégie a été privilégiée à celle consistant à injecter d'abord une demi-dose, puis une dose entière, bien que les résultats initiaux des essais cliniques suggéraient que cette seconde approche puisse prévenir la survenue de la maladie avec une efficacité de 90 %.

Que va changer la disponibilité du vaccin d'Oxford-AstraZeneca ? Pourquoi l'autorisation accordée par le gouvernement britannique est-elle importante ?

The Conversation a interrogé Michael Head, expert en santé globale à l'Université de Southampton.

Pourquoi a-t-on besoin de ce vaccin ?

À Noël dernier -- le moins joyeux de l'histoire récente --, le vaccin de Pfizer, hautement efficace, nous est apparu comme une lumière au bout du tunnel, lorsque son autorisation a été accordée et que les premières doses ont été disponibles au Royaume-Uni. Mais son éclat a été atténué par divers facteurs limitants, en particulier concernant le niveau de production nécessaire pour répondre à la demande qui a émané de divers pays.

Pour prendre une image évocatrice en ce moment, tout se passe comme si les dirigeants du supermarché voisin -- fermé -- venaient subitement d'annoncer qu'ils allaient ouvrir le magasin durant quelques créneaux horaires limités, et que vous vous précipitez pour retirer votre commande avant que l'un de vos voisins ne s'en aperçoive. Dans ces conditions, chacun veut être le premier à entrer pour être certain de pouvoir se procurer le dernier lot de papier-toilette avant la rupture de stock -- ou, dans le cas qui nous intéresse, le lot de vaccins qui permettra de protéger sa population.

En outre, les contraintes logistiques liées au stockage et au transport du vaccin de Pfizer, qui doivent se faire à très basses températures limitent aussi la vitesse de son déploiement au niveau national.

Pour ces raisons, nous avons besoin de multiples candidats vaccins si nous voulons réussir à satisfaire la demande. Et nous en avons besoin rapidement. La disponibilité du vaccin d'Oxford-AstraZeneca pourrait s'avérer très utile pour accélérer l'extension de la couverture vaccinale - en particulier alors que les priorités ont changé au Royaume-Uni, puisqu'il s'agit maintenant de distribuer au plus grand nombre de personnes possible une première dose de vaccin.

Cependant, il reste encore des inconnues, concernant par exemple l'efficacité de ce vaccin chez les personnes âgées, ou l'augmentation d'efficacité qui pourrait être induite en allongeant le délai entre l'administration des deux doses.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D. Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Processus lancé sur le budget 2021

ACHAT DE 38.000 KITS DE CESARIENNE AU PROFIT DES HÔPITAUX PUBLICS

7 milliards Cfa vont être engloutis dans un tout nouveau programme de prise en charge gratuite de la femme enceinte au Togo, un engagement du Faure Gnassingbé

Late Pater

Le ministère de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins va, sur sa dotation budgétaire gestion 2021, financer l'achat de kits de césarienne pour le compte des hôpitaux publics pratiquant la césarienne. Les fournisseurs, qui seront retenus à la fin de l'avis d'appel d'offres international valable du 1^{er} mars 2021 au 20 avril 2021, devront les 38.000 kits de césarienne et 9.000 autres kits dans les magasins de la Centrale d'achat des médicaments essentiels et génériques (CAMEG) à Lomé, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification du marché approuvé. Lequel marché est décomposé en trois (3) lots : fourniture de **30 000 kits de césarienne par rachianesthésie** dont 15 000 en tranche ferme et 15 000 en tranche conditionnelle (lot n°1) ; fourniture de **8 000 kits de césarienne par anesthésie générale** dont 4 000 en tranche ferme et 4 000 en tranche conditionnelle (lot n°2) ; fourniture de **5 000 kits d'infection nouveau-né** et **4 000 kits de réanimation nouveau-né** en tranche ferme (lot n°3). Un soumissionnaire peut gagner l'un ou l'ensemble des trois (3) lots si ses offres sont évaluées techniquement conformes pour l'essentiel, évaluées moins-disantes et s'il répond aux critères de qualification pour chaque lot.

L'avis d'appel d'offres ajoute que les soumissionnaires doivent proposer séparément l'offre financière de la tranche ferme et celle de la tranche conditionnelle. Le marché sera attribué globalement sur le montant cumulé des deux tranches. La tranche ferme des trois (3) lots sera payée sur le budget 2021 et la tranche conditionnelle pour les lots 1 et 2 sur le budget 2022. Un ordre de service pour la tranche conditionnelle sera adressé par écrit au titulaire dès que les fiches d'autorisation de dépenses de l'année 2022 seront disponibles. Un réajustement des quantités peut éventuellement intervenir sur la tranche conditionnelle en fonction des nécessités. De même, les offres financières doivent s'aligner sur la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix). Dans le cas contraire, elles seront redressées. Toutes les offres doivent comprendre une garantie de soumission (garantie bancaire) pour chaque lot, à savoir 13 500 000 francs Cfa pour le lot n°1, 4 000 000 francs Cfa pour le lot n°2 et 870 000 francs Cfa pour le n°3. Cette garantie doit avoir une durée de validité de vingt-huit (28) jours

de plus que celle de l'offre du lot concerné. La garantie de soumission devra être délivrée par une banque de la place ou une banque étrangère ayant une banque correspondante au Togo.

Depuis le 2 mai 2011, le Togo est dans l'effectivité de la subvention publique à la césarienne : 90% des frais de la césarienne sont pris en charge par l'Etat et 10% par le bénéficiaire. Ce qui oblige le gouvernement à acquérir, chaque année, des kits pour assurer la pérennité de la subvention. Le coût de la césarienne jadis de 85 à 110.000 francs Cfa est ainsi ramené à 10.000 francs Cfa, coût unique dans toutes les formations sanitaires publiques du Togo.

La pratique s'est améliorée après l'évaluation de la première année de mise en œuvre, en avril 2012. A cette date importante, les techniciens et cadres de la santé, du ministère des affaires sociales, du ministère de l'économie, des organisations de la société civile et

des experts du système des nations unies (UNICEF, OMS, UNFPA) avaient, lors du Forum national sur la subvention de la césarienne, passé en revue les résultats obtenus. C'était l'occasion de capitaliser la mise en œuvre de la subvention de la césarienne au Togo, de réviser la composition du kit de césarienne (anesthésie générale et anesthésie rachidienne) et kit de réparation de complications (réparation de plaie vésicale), et de constituer le kit de transfusion sanguine. Quelques-unes des recommandations du Forum sont encore d'actualité : étendre progressivement la subvention de la césarienne (grossesse extra utérine, rupture utérine, réanimation du nouveau-né, éclampsie) aux autres formations sanitaires non publiques ; renforcer les capacités du centre national et régional de transfusion sanguine pour une disponibilité constante des produits sanguins ; renforcer quanti-

tativement et qualitativement les ressources humaines dans les différentes structures sanitaires ; adopter un cadre juridique pour la subvention de la césarienne et les autres urgences obstétricales et néonatales ; renforcer la sensibilisation et l'information de la population sur la santé maternelle et néonatale ; rendre opérationnel le système de référence et contre-référence 24 heures / 24 heures en mettant en place un système de communication ; décentraliser la distribution des kits médicaux subventionnés en les intégrant au dépôt de médicaments essentiels et génériques ; impliquer davantage les différentes parties prenantes dans la mise en œuvre de la subvention de la césarienne et des autres urgences obstétricales et néonatales (communautés, société civile, secteur privé...) ; appuyer le Centre national et régional de transfusion sanguine dans sa politique d'approvisionnement des formations sanitaires en pro-



Mustafa Mijiyawa, Ministre de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins

duits sanguins.

A noter que, en 2021, pas moins de 7 milliards de francs Cfa vont être engloutis dans un tout nouveau programme de prise en charge gratuite de la femme enceinte au Togo, pour réduire la mortalité maternelle et néonatale. Ce qui est un engagement du président Faure Essozimna Gnassingbé. Il s'agira de délivrer

quatre types de prestations aux femmes enceintes, essentiellement dans les unités de soins périphériques où l'initiative sera mise en œuvre, à savoir la Planification familiale, la Consultation prénatale (CPN), l'Accouchement et la Césarienne. Ce programme vient compléter la mesure de subvention à 90% de la césarienne.

Arrivée de doses de vaccin contre la COVID-19 au Togo

La vaccination, probablement dès ce 11 mars

Communiqué de presse conjoint / Lomé, 7 mars 2021 – Plus de 150.000 de doses de vaccins Astra Zeneca contre la COVID-19, expédiées par l'intermédiaire de COVAX, un partenariat entre la Coalition pour les Innovations en matière de Préparation aux Epidémies (CEPI), Gavi, l'UNICEF et l'OMS, sont arrivées le 7 mars 2021 au Togo. C'est une étape historique vers l'objectif d'assurer une distribution équitable des vaccins contre la COVID-19 dans le monde entier, dans le cadre de ce qui sera la plus grande opération d'achat et de fourniture de vaccins de l'histoire. Cette livraison fait partie d'une première vague d'arrivées qui se poursuivra dans les jours et les semaines à venir. Le pays s'est prononcé pour l'utilisation du vaccin Astra Zeneca qui répond aux conditions de conservation existantes dans le pays (entre 2° et 8°C). Un plan de déploiement du vaccin contre la COVID-19 au Togo a été validé par le pays et approuvé par l'initiative COVAX.

Le gouvernement togolais salue à sa juste valeur l'arrivée de ce premier lot de vaccins de l'initiative COVAX. Il s'agit d'une importante étape dans la lutte menée contre la COVID-19 au Togo sous la haute impulsion du Chef de l'Etat. La vaccination vient s'adosser à l'arsenal des mesures prises depuis plus d'un an pour faire face à cette pandémie et à ses conséquences, tant dans la prévention que dans le

traitement, qu'elles soient juridiques, institutionnelles, sanitaires, sociales et économiques. Conscient de l'importance de la vaccination dans la lutte menée contre la pandémie, le Togo a d'emblée adhéré à l'initiative COVAX et manifesté son engagement à travers la prompt signature de tous les protocoles y afférents.

Ce premier lot de vaccins sera administré à l'ensemble de tout le personnel de santé et à une bonne partie de la population de 50 ans et plus résidant dans le Grand Lomé. Le gouvernement togolais remercie sincèrement tous les donateurs, tous les partenaires et tous ceux qui ont contribué de diverses manières à la conception et à la mise en œuvre de cette initiative et reste convaincu que cette étape n'est que la première d'une longue série devant permettre d'endiguer la pandémie au Togo. C'est en décembre 2020 que le gouvernement du Togo avait introduit sa demande de vaccin contre la COVID-19. Le ministère de la Santé, par l'entremise du Programme Elargi de Vaccination (PEV), assurera les activités de vaccination contre la COVID-19 en sites fixes sur l'ensemble du territoire national.

«C'est un moment important pour le Togo, le continent africain et COVAX – nous rapprochant de notre objectif commun d'assurer un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19», a déclaré Dr Pietro Di Mattei, Responsable

Pays de Gavi, l'Alliance du Vaccin. «Gavi se réjouit de voir l'ambition de la Facilité COVAX se concrétiser avec cette première vague de livraisons qui protégera les plus vulnérables, y compris les travailleurs de la santé en première ligne dans la lutte contre cette pandémie au Togo».

L'UNICEF a assuré la commande et le transport des vaccins, des matériels d'injection et des matériels de protection. L'UNICEF va également assurer la qualité de la chaîne de froid et du stockage des vaccins.

«L'arrivée de ce premier lot de vaccins de 156.000 doses mises à disposition du Togo par le Mécanisme COVAX soutenu par l'OMS constitue un grand pas dans la riposte face à la pandémie de COVID-19, surtout eu égard à la situation de plus en plus préoccupante au Togo depuis janvier 2021. L'OMS se félicite encore une fois de plus pour la mise en place du mécanisme COVAX qui traduit la solide collaboration mondiale ayant permis d'accélérer l'accès équitable aux produits de diagnostic, de traitements, de renforcement du système de santé et aujourd'hui des vaccins contre la COVID-19. C'est le lieu de féliciter le gouvernement togolais pour son engagement à protéger ses populations et pour la qualité des dispositions qui ont été prises au plan multisectoriel pour que le pays soit prêt à accueillir



les vaccins. L'OMS est résolument engagée aux côtés du pays dans toutes les phases de planification, de préparation, de coordination et s'engage à soutenir le déploiement des vaccins pour protéger chaque togolaise et chaque togolais contre cette pandémie. Ce lot de vaccins que nous recevons ce jour constitue la première dotation pour couvrir rapidement les cibles prioritaires du pays dont le personnel de santé sur l'ensemble du pays, afin de maintenir la continuité de l'offre des services de santé», a dit Dr Diallo Fatoumata Binta T., Représentante de l'OMS au Togo. L'OMS va continuer son appui aux pays afin que toutes les doses de vaccins nécessaires soient mises à disposition des pays et que la vaccination soit effective dans les meilleurs délais.

«C'est un moment historique que nous vivons aujourd'hui. Je tiens à saluer les efforts déployés par la gouvernement togolais pour

faire partie des tout premiers pays au monde à recevoir les premiers lots de vaccins COVAX afin de protéger les populations les plus à risque de la COVID-19», a relevé Dr Aissata Ba Sidibe, Représentante résidente de l'UNICEF au Togo. «Et, pour paraphraser la Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Madame Marie-Pierre Poirier, je dirais que nous sommes fiers que des pays de cette région, comme le Togo, aient été prêts dès le départ à adhérer à cette initiative. L'UNICEF s'est engagé, avec l'OMS et d'autres partenaires, à soutenir l'organisation des campagnes de vaccination jusqu'à l'obtention d'une immunité collective», a-t-elle ajouté.

Avec l'appui de ses partenaires, notamment Gavi, l'OMS et l'UNICEF, le PEV procédera à la formation du personnel de santé sur les aspects logistiques et à la sensibilisation de la population

(suite à la page 4)

A condition que les expériences actuelles réussissent Au moins 1.000 éco-villages à développer dans l'avenir

Jean AFOLABI

C'est l'ambition du gouvernement qui a été dévoilée lors de la toute première réunion du Comité de pilotage du projet de développement des éco-villages au Togo, le 2 mars 2021 à Lomé. La condition est que les cinq nouveaux éco-villages (Doufouli, Zanvé, Klotchomé, Amondé et Nassiète) dégagent aussi des résultats encourageants, comme pour la phase pilote du projet dans les villages d'Ando Kpomey dans la préfecture de l'Avé et de Donomadé dans la préfecture de Yoto. Dans ce cas, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) va signer d'autres partenariats pour faire réaliser l'ambition du gouvernement de toucher au moins 1.000 villages dans l'avenir.

L'initiative des éco-villages est un exemple de développement durable intégré à l'échelle du village basé sur l'accès à l'énergie solaire et à l'amélioration des conditions de travail et de vie des populations en milieu rural. Au regard des nombreux défis avec les effets adver-

ses des changements climatiques constatés et projetés, le Bureau Togo du PNUD a apporté son appui technique et financier au gouvernement togolais qui a initié, en 2014, le test de l'initiative pilote d'un développement local multisectoriel et intégré du concept d'éco-villages dans deux villages. C'est fort des résultats positifs de cette initiative pilote que les cinq (5) nouveaux villages ont été identifiés et choisis, soit un (1) éco-village par région. Au Bureau Togo de l'organisme onusien, on a estimé que l'initiative pilote de transformation de deux (2) villages en éco-villages, Ando Kpomey et Donomadé dans la région Maritime, a amorcé des changements transformationnels significatifs : accès à l'énergie solaire, à l'eau potable, acquisition de nouvelles techniques agricoles et de transformation des produits agro-pastorales, amélioration du cadre de vie et de diversification des sources de revenus, etc.

Pour une meilleure coordination du projet de développement des éco-villages, un Comité de pilotage est mis en place, par arrêté ministé-

riel, le 21 mai 2019. Cet organe est chargé de la supervision et de l'orientation de l'ensemble des activités du projet. A sa première réunion, l'unité de gestion du projet a fait le bilan des activités et les résultats auxquels la coordination est parvenue. Ainsi, le taux d'exécution physique des activités est de 85% et l'exécution financière est estimée à 95%. Pour le compte de l'année 2021, le plan de travail annuel prescrit l'identification de nouveaux sites d'éco-villages et l'élaboration de leurs outils de développement, le renforcement des infrastructures socioéconomiques de base, la promotion des sources d'énergies propres et accessibles, la promotion des moyens d'existence durable pour l'amélioration des revenus des ménages et le développement des forêts villageoises pour la préservation de l'environnement au plan local. Pour y arriver, le budget estimatif annuel est évalué à 530.000 dollars américains dont une contribution de 80.000 dollars américains du gouvernement togolais.

Renforcement des relations d'amitié et de coopération

L'intention d'Alger d'ouvrir une représentation diplomatique à Lomé

Jean AFOLABI

Le ministre algérien Sabri Boukadoum des Affaires étrangères, en visite de travail à Lomé, a exprimé dimanche l'intention de son pays «... d'ouvrir une antenne diplomatique à Lomé afin de renforcer l'efficacité des liens entre les deux pays». Il a convenu, à cet effet avec son homologue togolais Robert Dussey, «de formaliser dans un proche avenir, l'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeport diplomatique ou de service». Au plan bilatéral, les deux pays ont réaffirmé leur détermination à travailler étroitement en vue de l'affermissement de leurs relations et leur diversification dans l'intérêt mutuellement bénéfique des populations respectives.

Pour ce faire, les deux chefs de la diplomatie ont insisté sur la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des points inscrits dans la feuille de route signée à l'occasion de la visite officielle de Prof Robert Dussey à Alger, les 18 et 19 septembre 2019, notamment le renforcement de la coopération dans les domaines du commerce, de l'enseignement supérieur, du transport, de la formation professionnelle, de la culture, de la communication, de la formation des diplomates, de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, ainsi que la mise à jour et la consolidation du cadre juridique existant pour mieux s'adapter au nouvel environnement des échanges mondiaux.



Abordant les questions économiques, le Prof. Dussey a rappelé les projets prioritaires des autorités togolaises déclinés dans le Plan National de Développement (PND) et la Feuille de route gouvernementale (2020-2025). Aussi, souligne un communiqué conjoint, a-t-il réitéré le souhait du gouvernement togolais de bénéficier de l'expertise algérienne dans le domaine de la transformation agro-industrielle de même que dans la mise en place de la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) qui constitue une véritable opportunité d'affaires pour les investisseurs algériens. Les ministres togolais et algériens ont par ailleurs convenu de saisir l'opportunité qu'offre la Zone de Libre Echange Continental Africaine (ZLECAF) pour booster davantage les flux commerciaux entre leurs pays.

De leurs échanges sur les questions d'ordre régional, pointe le communiqué, «il ressort une convergence de vues entre les ministres Boukadoum et Dussey sur la persistance du terrorisme et l'insécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel et la volonté des deux Gouvernements de mettre en synergie leurs moyens et ressources en vue d'une solution adéquate».

Evoquant la situation au Mali – dont la deuxième réunion du Groupe de soutien à la transition s'est tenue hier à Lomé –, les deux ministres ont félicité les autorités de la transition pour l'évolution positive du processus. Le Ministre togolais a réitéré le soutien du Gouvernement togolais à la mise en œuvre de l'accord de Paix d'Alger qui est le cadre le plus approprié pour la réconciliation au Mali.

Climat des affaires : Raccordement aux réseaux électriques Gratuité pour les PME/PMI

Jean AFOLABI

Le gouvernement togolais poursuit les efforts pour l'amélioration continue du climat des affaires. Dans le secteur de l'énergie, de nouvelles initiatives ont été prises pour faciliter le raccordement des entreprises aux réseaux électriques de distribution. Il s'agit, entre autres, de la gratuité du raccordement à une puissance comprise entre 120 et 150 kVA pour les PME/PMI. L'information a été portée à la connaissance du public par la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) le 26 février dernier.

Cette nouvelle mesure vient s'ajouter à d'autres reconnues par les institutions internationales d'évaluation des performances et réformes économiques dans le cadre de

l'amélioration du climat des affaires, notamment la Banque mondiale et le Millénum Challenge Account (MCA). Les frais de raccordement à l'électricité Moyenne tension (MT) ont d'abord été rabaissés de 30% et, plus tard, de 50% pour les entreprises. En outre, des efforts ont été consentis en matière de réhabilitation et de renforcement du réseau électrique de distribution par la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET), permettent ainsi aux grandes entreprises dont la puissance souscrite varie entre 40 et 200 kVA d'être raccordées sans construction de poste de transformateur privé.

A cette politique qui a permis une augmentation drastique du nombre de raccordements à partir de transformateurs qui s'établissent à 83% en 2019 contre 45% un an plutôt,

s'ajoute le renforcement de la transparence avec la publication régulière des coûts estimatifs du raccordement au réseau Moyenne tension (MT) ou Basse tension (BT) pour les clients industriels. Dans le même élan, le Togo a également mis en place une plateforme électronique qui donne la possibilité aux clients en Moyenne tension de faire leur demande de raccordement gratuitement en ligne depuis septembre 2019. Ces réalisations vont permettre au pays d'atteindre un taux de couverture de 100% en énergie électrique à l'horizon 2030, mais aussi d'attirer de nouveaux investisseurs étrangers et de s'armer à nouveau pour une performance de rang dans le prochain classement Doing Business.

Source : presidence.gouv.tg

5è Recensement général de la population

L'INSEED met les bouchées doubles par la cartographie

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) entend marquer la prochaine opération de recensement général de la population du sceau de tout son professionnalisme en la matière. En effet, après la série 2010 marquée au Togo par le 4e Recensement général de la population et de l'habitat, le Togo s'apprête à réaliser son 5è RGPH qui s'inscrit dans la série 2020 initiée par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). Ce qui marquera son retour à la périodicité décennale des recensements généraux de la population et de l'habitat, conformément à la recommandation des Nations Unies et à la prescription de la loi statistique togolaise, souligne l'Inseed. Cette opération d'envergure nationale est soutenue par le décret N° 2018-176/PR portant organisation d'un recensement général de la population et de l'habitat et des enquêtes post-censitaires. Ce décret est complété par un arrêté interministériel qui fixe l'or-

ganisation et le fonctionnement des différents organes dont le Bureau Central de Recensement (BCR).

En prélude à ce recensement, il est prévu la réalisation des travaux de la cartographie censitaire qui ont pour objectif le découpage du pays en unités areolaires, permettant une répartition équitable de la charge de travail entre différents personnels chargés de la collecte des données statistiques sur le terrain. « Cette opération de grande envergure impliquant le traitement d'une masse importante de données et dont la réalisation fera appel aux techniques modernes de cartographie telles que les systèmes d'information géographique, l'imagerie satellitaire, l'informatique, l'utilisation des tablettes et des GPS, se subdivise en deux grandes activités que sont les travaux en laboratoire (cartographie proprement dite), et les travaux de terrain (topographie) », affirme l'Institut national de la Statistique.

Afin de mener à bien cette opération dont la qualité des travaux

conditionne fortement le succès de la collecte des données, l'Institut national de la Statistique et des études économiques et démographiques compte procéder au recrutement des agents cartographes. Pendant douze (12) mois, leurs principales tâches seront : la mise à jour des fonds de cartes (quartier et canton) sur le terrain ; la numérotation et le géoréférencement systématique de toutes les concessions ; le positionnement de toutes les localités (village, hameau/ferme) du canton ; le positionnement au GPS des infrastructures socioéconomiques de bases ; l'estimation des populations des îlots/localités ; l'administration du questionnaire village et questionnaire quartier ; le découpage des Zones de Dénombrement (ZD) ; le découpage des Zones de Contrôles (ZC) ; le transfert des données collectées au serveur à travers le dispositif de transfert de données installé à l'INSEED.

Arrivée de doses de vaccin contre la COVID-19 au Togo

La vaccination, probablement dès ce 11 mars

(suite de la page 3)

avant les opérations de vaccination proprement dites. Depuis plusieurs mois, les partenaires de COVAX soutiennent les gouvernements et les partenaires dans leurs efforts de préparation, en prévision de ce moment. Ils ont été particulièrement actifs dans leur collaboration avec certains des pays les plus pauvres du monde pour garantir un accès mondial et équitable aux vaccins contre la COVID-19. Les principaux bailleurs du dispositif COVAX sont la « Team Europe » (l'Union européenne, ses Etats membres, la Banque européenne d'investissement) avec

une contribution de 2,3 milliards d'euros et les USA avec une contribution initiale de 2 milliards de dollars américains. L'initiative COVAX est un signe tangible de solidarité au profit des populations du Togo et du monde.

« Notre campagne de vaccination va très bientôt démarrer », annonce le Premier ministre, Mme Victoire Tomégah-Dogbé. Aux dernières nouvelles, le convoyage du vaccin vers les régions a déjà commencé. « Nous allons procéder au convoyage dans les différentes régions du pays. Mardi (aujourd'hui, ndr) et mercredi seront consacrés au débriefing ;

probablement jeudi et vendredi, devrait commencer la vaccination. Les 156.000 doses que nous avons reçues auront deux cibles essentiellement. Le personnel de la santé et les plus de 50 ans dans le Grand Lomé. Le personnel de la santé, toutes catégories confondues. Et la deuxième cible, ce sont les habitants du Grand Lomé ayant 50 ans au plus. Ils sont à peu près 180 000 et 60% de ces 180 000 seront couverts par le lot que nous venons de recevoir », a fait savoir le ministre de la Santé, Prof. Moustafa Mijiyawa. Annonçant que le deuxième lot de vaccins peut arriver d'ici à trois mois.

FOOTBALL/ CAF

La FIFA se félicite de "la nouvelle direction d'avenir" de la CAF

La FIFA salue "la nouvelle direction d'avenir" proposée par quatre candidats à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF).

Hervé A.

"Je suis heureux que la FIFA ait pu contribuer, ne serait-ce qu'un peu, à ce moment crucial pour le football sur ce grand continent", a affirmé son président, Gianni Infantino, sur le site Internet de la Fédération internationale de football.

M. Infantino a pris part à la cérémonie au cours de laquelle a été fixée la "direction d'avenir" dont il parle, samedi, au palais des congrès de Nouakchott.

Étaient présents Augustin Senghor, président de la Fédération sénégalaise de football, Jacques Anouma, ancien président de la Fédération ivoirienne de football, le Sud-Africain, Patrice Motsepe, et l'hôte de la rencontre, le Mauritanien Ahmed Yahya. Ils ont conclu l'accord dont parle le patron de la FIFA.

Après la finale de la CAN U20, remportée par le Ghana aux dépens de l'Ouganda, un dîner a réuni, au restaurant de la Fédération mauritanienne de football, une vingtaine de dirigeants de fédérations de football du continent.

"En présence du président de la



FIFA, Gianni Infantino, de plusieurs membres du conseil de la FIFA et du comité exécutif de la CAF, ainsi que de plus de 20 présidents d'associations membres africaines, les quatre leaders ont réitéré que ce qui les unissait était beaucoup plus fort que ce qui pouvait potentiellement les diviser", rapporte le site Internet de la fédération internationale.

"C'est la raison pour laquelle il a été décidé qu'ils devraient unir leurs forces et former une équipe sous la direction de Patrice Motsepe, en amont des élections présidentielles de la CAF prévues le 12 mars à Rabat", ajoute la même source.

Elle affirme que "la base d'un programme commun inspiré du mani-

festé initial des quatre candidats est en train de prendre forme et inclura des contributions de toutes les associations membres et parties prenantes africaines, au cours d'un processus participatif et inclusif".

"L'accord obtenu par les candidats est un signal fort pour l'Afrique, également pour le monde", écrit la FIFA sur son site Internet.

Elle estime que "l'Afrique est présente et constitue un acteur essentiel pour l'avenir du football mondial". "C'est également le signe de l'unité et de l'engagement d'amener le football africain au plus haut niveau, c'est-à-dire à la place qui est la sienne, une Afrique unie derrière une vision et un projet concrets sera plus forte. Ensemble, nous sommes plus

forts."

"Il existe de formidables défis, mais également d'immenses opportunités, et l'Afrique pourra compter sur le soutien et les encouragements de la FIFA pour les relever, conformément en particulier aux objectifs de FIFA Forward qui portent sur les investissements d'infrastructure, la bonne gouvernance, le développement et les compétitions", ajoute le site Internet de la FIFA.

Augustin Senghor, cité par la même source, dit être prêt à "cheminer sur la nouvelle voie du football africain". "J'aimerais vous remercier de m'avoir accepté parmi vous, pour nous lancer dans cette aventure qui, demain, changera peut-être le visage de la CAF", a-t-il affirmé.

"Une fois que c'est décidé, c'est décidé. Nous serons derrière l'élu, Patrice Motsepe, pour l'aider à réussir, pas pour lui en personne, mais pour le football africain dans son ensemble", a ajouté M. Senghor.

Le 12 mars, à Rabat, la CAF élira un nouveau président et désignera ses représentants à la FIFA. Les membres de son comité exécutif seront élus le même jour.

Des compétitions de petites catégories à polémiques

La question récurrente de la fraude sur l'âge constatée dans les compétitions de petites catégories devrait être au menu du prochain comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF), dont l'élection est prévue le 12 mars prochain à Rabat (Maroc).

Mercredi, en conférence de presse à Nouakchott, la Fédération tunisienne de football (FTF) a confié "avoir déposé une réclamation à la CAF", en mettant en avant des fiches d'identité de trois joueurs de l'équipe de l'Ouganda en U20 qui auraient dépassé l'âge requis pour prendre part à cette compétition réservée aux joueurs âgés de moins de 20 ans.

tunisiens dont le directeur technique national de la FTF, Sghaier Zouita.

Il déclare avoir demandé au président de la Fédération tunisienne de football "de continuer de porter ce combat pour l'équité dans les compétitions de jeunes", a insisté le DTN tunisien.

Au début de la compétition, des journalistes mauritaniens avaient fait sortir de ses gonds, l'entraîneur de l'équipe du Cameroun, Ousmanou Christophe, alléguant que son équipe est composée de joueurs ayant dépassé l'âge requis.

Prenant ses insinuations comme des insultes, le technicien camerounais avait préféré quitter la conférence de presse d'après match après la victoire (1-0) de son équipe



Des responsables de la Fédération tunisienne de football ont tenu cette conférence de presse organisée après la défaite 1-4 de leur équipe contre celle de l'Ouganda en demi-finale de la CAN U20.

"Nous refusons de nous taire sur cette question que beaucoup de responsables susurrent tout bas, nous voulons porter cette affaire publiquement", ont dit des officiels

contre le pays hôte, le 14 février dernier.

En dépit de l'obligation faite aux équipes participantes de faire des tests IRM (imagerie à résonance magnétique) avant les tournois, les sélections de la Gambie et de la Sierra-Leone ont été exclues de la phase de qualification à la CAN U17 pour les pays de la zone ouest A à Thiès en début février.

TRIBUNAL ARBITRAL

La suspension d'Ahmad Ahmad réduite à deux ans

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a réduit lundi de cinq à deux ans la suspension prononcée par la FIFA en novembre dernier contre l'ex-patron du football africain, Ahmad Ahmad, à quelques jours de l'élection de son successeur.

La juridiction sportive a reconnu le dirigeant malgache coupable d'une cascade de violations éthiques, dont la "distribution de cadeaux" et le "détournement de fonds", confirmant donc son inéligibilité alors qu'il brigait un deuxième

mandat.

Ahmad Ahmad était notamment accusé d'avoir utilisé l'argent de la Confédération africaine de football (CAF) pour inviter certains présidents de fédérations nationales à un pèlerinage à La Mecque, "sans rapport direct avec le football", explique le TAS.

Mais la formation arbitrale l'a mis hors de cause dans une affaire distincte, qui lui avait valu une garde à vue à Marseille en 2019, portant sur la rupture d'un contrat d'équipement avec Puma au profit de la

PME française Tactical Steel, pour un montant pourtant supérieur.

Les trois arbitres jugent impossible "de conclure que M. Ahmad ait tiré un quelconque avantage personnel" de cet épisode, poursuit le TAS dans un communiqué.

Outre la réduction de sa durée de suspension, la juridiction basée à Lausanne a divisé par quatre l'amende infligée au dirigeant de 61 ans, l'abaissant de 200.000 (185.000 euros) à 50.000 francs suisses (45.000 euros).

Si le TAS avait promis de se pro-

noncer avant l'élection du nouveau président de la CAF, vendredi à Rabat, la campagne s'est dans l'intervalle fortement décantée à la faveur de tractations menées par la FIFA.

Les quatre candidats se sont finalement mis d'accord sur un "programme commun", qui reste à dévoiler, et l'Ivoirien Jacques Anouma, le Sénégalais Augustin Senghor et le Mauritanien Ahmed Yahya se sont ralliés au Sud-Africain Patrice Motsepe, a annoncé dimanche l'instance mondiale du football.

SEGUCE TOGO

Communiqué de Presse / Diffusion Immédiate

La Direction Générale de la Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (SEGUCE TOGO), informe la communauté du Commerce Extérieur que la plateforme du GUCE est provisoirement inaccessible depuis le samedi 06 mars 2021 suite à une panne technique survenue sur ces installations. Les équipes

techniques mettent tout en œuvre pour une reprise effective dans les plus brefs délais.

Toutefois, des mesures sont prises pour la continuité des opérations. Elle invite les acteurs à contacter les équipes techniques de SEGUCE TOGO pour toutes informations complémentaires.

SEGUCE TOGO présente ses

sincères excuses aux opérateurs économiques et à toute la communauté portuaire du Togo pour ce désagrément indépendant de sa volonté et s'active pour une reprise rapide du trafic.

La Direction Générale de SEGUCE TOGO



Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo
Rue Gbaga -
Quartier Ablogame BP 2024 -
Lomé République du Togo
www.segucetogo.tg

Tel : +228 22 23 90 00
+ 228 22 20 69 20



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an

Validité de trois (03) mois

QUITUS FISCAL

REPUBLICQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION INNOVATION

IMPÔTÉ(S) / TAXABLE
N° 26 ADRACGCEDEM
AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

DATE DE DÉLIVRANCE
20/03/2021

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

CONTRIBUABLE

NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE : 00045129
DÉNOMINATION SOCIALE : SPÉCIMEN 2021
REGIME FISCAL : Rég. Avec TVA
ACTIVITE PRINCIPALE : ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF
NATURE JURIDIQUE : ENCOGNEX
NOM ET PRÉNOM : COMMISSARIAT DES IMPÔTS
CIN : 0
SERVISEUR GESTIONNAIRE : CADGE

ADRESSE

REGION : MARITIME
CANTON : Gaké 3
QUARTIER : 80-0000
Tél. MOBILE : 23615123
FAX :
E-MAIL :

PREFECTURE : GAKÉ
BOITE : 41 REC DES IMPÔ...
Tél. :
ADRESSE POSTALE : 41 BP 2024
CITY :
SITE WEB :

Est en règle avec l'Administration Fiscale au regard des impôts, droits et taxes dont il est redevable.
Ce quitus est délivré, sous réserve du droit de contrôle et de reprise de l'Administration Fiscale prévue à l'article 202 du Livre des Procédures Fiscales.

Fait à Lomé, le 05/03/2021

SEUL L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT EST VALABLE

8201
8201

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

REPUBLICQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION INNOVATION

IMPÔTÉ(S) / TAXABLE
N° 27 ADRACGCEDEM
AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

DATE DE DÉLIVRANCE
21/03/2021

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

CONTRIBUABLE

NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE : 00045129
DÉNOMINATION SOCIALE : SPÉCIMEN 2021
REGIME FISCAL : Rég. Avec TVA
ACTIVITE PRINCIPALE : ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF
NATURE JURIDIQUE : ENCOGNEX
NOM ET PRÉNOM : COMMISSARIAT DES IMPÔTS
CIN : 0
SERVISEUR GESTIONNAIRE : CADGE

ADRESSE

REGION : MARITIME
CANTON : Gaké 3
QUARTIER : 80-0000
Tél. MOBILE : 23615123
FAX :
E-MAIL :

PREFECTURE : GAKÉ
BOITE : 41 REC DES IMPÔ...
Tél. :
ADRESSE POSTALE : 41 BP 2024
CITY :
SITE WEB :

Est en règle avec l'Administration Fiscale au regard des impôts, droits et taxes dont il est redevable.
Cette attestation est délivrée, sous réserve du droit de contrôle et de reprise de l'Administration Fiscale prévue à l'article 202 du Livre des Procédures Fiscales.

Fait à Lomé, le 05/03/2021

SEUL L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT EST VALABLE

8201
8201

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs ;

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Prévention des risques professionnels au Togo

Front CNSS-BIT pour aider les entreprises via des formations

Etonam Sossou

Les données fournies par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), révèlent que chaque année, les risques professionnels survenus dans les entreprises se répartissent comme suit : de 75000 accidents avec arrêt de travail, 1200 cas graves et 3 accidents mortels. Afin de garantir une intégrité physique aux togolais sur les lieux de travail, la CNSS avec l'appui du Bureau International du Travail (BIT), ont initié une série de formations, sur la période du 8 mars au 9 avril 2021.

Les chargés d'hygiène, sécurité et environnement, les infirmiers ou médecin du travail et d'entreprise, les responsables des ressources humaines, les chefs d'ateliers, exerçant sur toute l'étendue du territoire, devront être aptes après ces formations, à animer le cadre de sécurité et de santé au travail dans leurs structures de provenance. Contexte de crise sanitaire oblige, les participants sont répartis en groupes et ont la possibilité de suivre en présentiel ou en ligne les modules, animés par des spécialistes de santé publique, psychologues du travail et des ingénieurs HSE. En plus de

la théorie, les participants auront l'opportunité d'effectuer des visites en entreprise pour tester les acquis de la formation. « *L'objectif de ce programme de formation est de permettre à chaque entreprise de conduire un processus cohérent qui, à travers la mise en place d'un programme d'information, d'éducation et de formation, aboutisse à la mise en place systématique et à l'opérationnalisation d'un comité de sécurité et de santé au travail* », a précisé Justin Pilanté, Directeur du département des prestations techniques à la CNSS.

Ce programme va ainsi amener



les entreprises à prendre des mesures pour corriger les insuffisances constatées notamment l'absence du document unique d'évaluation des risques, des comités et services de sécurité et santé au travail, etc. « *Chaque formation va durer 30 heures/semaine et permettre aux participants, 125 au total, de maîtriser les dispositifs juridiques*

qui encadrent la mise en œuvre des mesures de sécurité et santé au travail ; identifier les facteurs de risques et les évaluer », a déclaré Abalo Essodina, point focal BIT au Togo.

En effet, les résultats d'une étude, effectuée par la CNSS auprès de 104 entreprises du public, parapublic, privé formel et l'écono-

mie informelle laisse transparaître la nécessité de renforcer les capacités des entreprises à s'approprier davantage les stratégies de prévention et de promotion de la sécurité et santé au travail en leur sein tout en prenant en compte les risques nouveaux nés de la pandémie à coronavirus.

Femmes en situation de handicap

La déficience physique n'est plus un frein à leur épanouissement

En Afrique, les femmes handicapées sont confrontées à la stigmatisation, l'isolement, elles sont ignorées, punies et généralement victimes des attitudes négatives de la part de la société. Comme dans la plupart des pays en voie de développement, les femmes sont considérées au Togo comme un groupe marginalisé et celles qui vivent avec un handicap le sont encore plus. Limitées par leur déficience physique, elles doivent surmonter des attitudes de rejet et une myriade d'obstacles naturels dans la société.

Pour la plupart, ces handicapées sont sous-scolarisées. Et pour cause : en milieu rural, les parents estiment qu'éduquer une fille, qui plus est handicapée, est une perte de temps et de ressources et, dans certains cas, les longues distances qu'elles doivent parcourir pour aller à l'école sont un obstacle. Signalons aussi le cas de celles qui doivent abandonner les études pour suivre de longs traitements dans les hôpitaux et les centres de rééducation. Par conséquent, la majorité des femmes handicapées n'ont pas d'emploi et doivent entièrement dépendre des autres pour subvenir à leurs besoins, même les plus élémentaires.

Celles qui ont un emploi sont généralement enseignantes, boutiquières et gérantes de boutiques téléphoniques. La grande majorité exerce des métiers excessivement contraignants et à faibles revenus, notamment la broderie, la couture, la vannerie, l'artisanat et le petit commerce. Tel est le cas d'Amana Valérie, mère de trois enfants, et de Rita Fiagbé qui a un enfant. Valérie, a perdu une jambe suite à une injection de Quinimax (un médicament antipaludéen) qu'elle a reçue encore toute petite, et Rita, quant à elle, a perdu la vue il y a de cela quelques années. Malgré son handicap, Valérie déclare : « Je n'ai pas d'autres choix que de mener plusieurs activités pour soutenir ma famille. Je fais de la couture et du petit commerce. Cela me permet de nourrir et d'envoyer mes enfants à l'école ». Toutefois, son plus grand souci est de mettre ses enfants à l'abri de la mendicité. « *Qu'ils ne finissent pas comme moi* » ajoute-t-elle.

Un proverbe Bantou dit que « l'enfant est la canne du vieillard ». Ainsi, au Togo, les parents fournissent tous les efforts pour la réussite de leur progéniture afin que celle-ci puisse les soutenir plus tard dans leur vieillesse. C'est dans

cette logique que Rita Fiagbé élève son fils Vanel. « *Il a dix ans et il est celui qui m'aide à tout faire. Il est mes yeux et mon guide. Sans son aide je ne serais pas capable de faire mon petit commerce* », explique-t-elle. L'expérience démontre que ces femmes se mettent généralement en association aux fins de partager leur savoir-faire, se soutenir les unes les autres, apprendre de nouveaux métiers et rechercher des fonds pour réaliser leurs projets sociaux. Elles déplorent néanmoins le manque de fonds pour la réalisation de projets, parmi lesquels la mise sur pied d'une structure de microcrédit dans le but de répondre à leurs plus grands besoins : l'accès au crédit et à la micro-finance.

Le mariage et la procréation sont deux faits culturels qui occupent une place de choix en Afrique. Dans ce contexte où la dignité d'une femme est déterminée par ces valeurs, les femmes handicapées sont souvent mises au ban de la société et considérées comme incapables de se marier et faire des enfants. Il importe aussi de relever le cas particulier de femmes handicapées mentales qui, parfois, sont ignorantes des répercussions héréditaires que leur déficience mentale peut causer à leurs enfants. Ceci n'est qu'un aspect de la chose. Considérant l'autre aspect, on constate que ces femmes ont peur de s'engager dans une relation sérieuse et durable. Toutefois, pour certaines d'entre elles, le choix réside entre rester célibataire ou s'engager dans des foyers polygamiques avec des hommes qui, dans la plupart des cas, sont beaucoup plus âgés qu'elles. Confrontée à ces deux options, Vicky Gbémou a penché pour la deuxième. Aujourd'hui mère de plusieurs enfants, dont quelques-uns déjà bien grands, elle peut témoigner : « *Je suis certaine d'avoir fait le bon choix car j'ai une grande famille et tout le soutien dont j'ai besoin* ».

Bien que faisant face à de grands défis, les femmes handicapées du Togo sont persévérantes et optimistes.

Emploi

Seuls 36% des postes de managers sont occupés par les femmes

Selon le Forum économique mondial, seuls 36 % des postes de managers senior sont occupés par des femmes dans le monde. C'est un petit peu plus qu'en 2019. Mais à ce rythme, il faudra 257 ans à l'humanité pour atteindre la parité dans ce domaine. Et la crise économique liée au Covid-19 risque de ne pas ar-

ranger les choses. À l'échelle mondiale, les femmes sont surreprésentées dans les emplois précaires et les secteurs les plus touchés par les mesures sanitaires. Sans oublier que l'explosion du télétravail a augmenté le « *travail non payé des femmes* » (entendez « tâches domestiques », indique l'OCDE.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°636 de LOTO KADOO du 26 Février 2021

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 636^e tirage de LOTO KADOO avec bonus. Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, c'est seulement la ville de LOME qui a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays, ce sont essentiellement des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Ainsi, à LOME, deux maxi gros lots de 1.125.000F CFA ont fait le bonheur de parieurs qui ont tenté leur chance auprès de l'opérateur 6400

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°637 de LOTO KADOO du 05 Mars 2021

Numéro de base

Numéros bonus

27 74 79 69 71 46 87

LOTO SAM

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°192 DE LOTO Sam du 27 Février 2021

Le tirage N°192 du LOTO Sam a eu lieu Samedi 06 Mars 2021 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, c'est seulement à LOME que la LONATO a recensé des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays, c'est essentiellement de lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Ainsi à LOME, la LONATO a recensé un gros lot de 2.000.000F CFA, gagné sur le point de vente 30123.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°193 de LOTO SAM du 06 Mars 2021

Numéro de base

29 71 30 64 38



TOGOCOM, PARTENAIRE DE LA PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE (PIA)



Lomé (Togo), 15 FEVRIER 2021- Togocom, partenaire de la plateforme industrielle d'Adetikope (PIA)

TOGOCOM, renforce son engagement pour la promotion de l'e-industrie en fournissant une connexion Très Haut Débit, fluide, rapide par la signature d'un partenariat stratégique avec la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) un consortium qui a en charge le développement et la gestion d'une zone industrielle et de services logistiques intégrés.

La réalisation de ce vaste projet nécessite la desserte du site dédié en infrastructures de communications électroniques Fibre optique, Wifi public et en réseau mobile 5G, des technologies matures qui permettent d'accompagner les entreprises, installées sur le site de la PIA, dans leur développement économique à long terme.

En effet, TOGOCOM déploie les équipements nécessaires à la fourniture des produits et services de communications électroniques de la PIA, afin d'assurer une excellente qualité de service et une disponibilité immédiate. Un mécanisme qui assure la sécurité d'accès au service et la maintenance permanente des outils.

TOGOCOM, opérateur multiservices digital engagé soutient les innovations et avancées sociétales qui porteront demain le développement du pays à un niveau concurrentiel sur le plan mondial.

La signature de ce contrat avec PIA vient consolider la vision de TOGOCOM dans sa stratégie de contribution au développement des industries au Togo, l'un des axes prioritaires du Plan National de Développement (PND).

Ce partenariat inédit répond aux enjeux liés à la digitalisation des modes de travail, devenue la priorité des institutions dans le contexte de la crise sanitaire actuelle.

TOGOCOM continue de mutualiser ses forces pour offrir une meilleure qualité de service à l'endroit du client final, dans l'optique d'assurer le désenclavement des hameaux les plus reculés et amener le meilleur de la technologie fixe et mobile à la population Togolaise sur l'ensemble du territoire national.




Offrir le meilleur de la technologie et la meilleure connectivité à la population Togolaise, aux entrepreneurs et aux plateformes motrices du développement du Togo fait partie des engagements majeurs de TOGOCOM. La vision étant de faciliter les procédures de dématérialisation et de digitalisation au profit des différents acteurs afin d'assurer à tous un monde numérique accéléré.

Paulin Alazard, Directeur Général Togocom

« Nous sommes heureux de la signature de ce partenariat qui contribue à l'amélioration de la performance et de la rentabilité de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé. Cette collaboration va permettre à la PIA de rentrer dans une nouvelle ère technologique tout en faisant bénéficier à ses membres des solutions numériques adaptées. Ce partenariat vient ainsi renouveler l'engagement de TOGOCOM en faveur du développement technologique tout en renforçant sa place de partenaire clé dans la transformation digitale des entreprises en droite ligne du Plan National du Développement (PND). »

La Direction Générale

 Togocel Togotelecom À propos de TOGOCOM	<p>Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, Togocom est le leader du marché Togolais des télécommunications au service de l'ensemble des Togolais où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de téléphonie mobile. Togocom pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux notamment sur la couverture du réseau, la performance des débits Internet, l'efficacité du service client, la proximité du réseau de distribution et la disponibilité des produits et des services.</p>
 PIA À propos de PIA	<p>La Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) dont l'investissement total s'élève à 130 milliards de francs CFA, est issue d'un partenariat public-privé entre la République togolaise et Arise Integrated Industrial Platforms (IIP), une joint-venture entre Africa Finance Corporation (AFC) et Olam International Ltd (Olam). PIA est conçue pour être entièrement équipée en infrastructures et commodités de classe mondiale, notamment un guichet unique qui facilitera la conduite des affaires. PIA, c'est également un écosystème d'investisseurs prospère offrant des possibilités de croissance pour les entreprises et 36 000 emplois directs et indirects à terme. Il convient de mentionner que PIA est fondée sur les valeurs fondamentales d'ARISE IIP qui incluent la durabilité environnementale et sociale.</p>
 AXIAN À propos de AXIAN	<p>Axian est un groupe panafricain spécialisé dans 5 secteurs d'activité à fort potentiel de croissance : immobilier, télécoms, services financiers, énergie et innovation. Axian est présent dans 6 pays de l'océan indien et du continent africain et agit en partenaire de la transformation socio-économique des pays dans lesquels il opère. Avec l'ensemble de nos 5000 collaborateurs audacieux et passionnés, nous nous assurons systématiquement de l'impact durable et positif de nos activités sur le quotidien de millions d'Africains, et ce au travers de l'ensemble de nos secteurs d'activité. Le Groupe Axian fait partie de l'initiative Global Compact des Nations Unies et s'engage à intégrer ses 10 principes au cœur de ses stratégies et activités présentes et futures. En savoir plus sur Axian: www.axian-group.com</p>

Place de la Réconciliation – Quartier Atchanvé – BP 333 – Lomé – Togo – togocom.tg   

Contact : Lionel TSOTO, Directeur de la Communication – Cel : +228 93773610 – E-mail : lionel.tsoto@togocom.tg